

Exaspération, Institutions et besoin de novation révolutionnaire

L'exaspération est de tous les côtés. Elle est économique, avec une récession particulièrement inédite qui a commencé et qui marque une forme d'exaspération de la crise du CME, de ses institutions néolibérales de crise et de la globalisation néolibérale. Elle est sociale ; perceptible en France avec les Gilets jaunes, elle s'est amplifiée sur les retraites, pour se développer de façon multiforme durant la pandémie, et elle fait surface ouvertement à présent dans la dimension protestataire massive du vote à l'élection présidentielle. L'exaspération se manifeste aussi pour la police et l'armée : répression et violences policières au détriment de la tranquillité publique, contraintes changeantes et parfois inapplicables, grave irruption d'une parole de militaires dans le débat politique. L'exaspération est idéologique aussi avec un brouillage d'idées très profond entre gauche et droite. Les exaspérations identitaires sont travaillées de tous côtés, aussi bien à l'intérieur des pays, entre catégories sociales ou entre origines assignées, qu'au niveau international avec le « combat pour les valeurs » de Biden, véritable guerre de civilisations. L'exaspération est militaire enfin avec, en Europe, une guerre quasi directe entre la Russie et les États-Unis par l'Ukraine interposée, et avec toutes ses implications, notamment géopolitiques et économiques.

On voit aussi qu'exaspérations anthroponomique et économique sont intriquées, comme dans la vie, mais chacune brouillée et l'une cachant tellement l'autre... C'est une des raisons pour laquelle ce numéro consacre son dossier aux institutions. Elles constituent une des articulations entre économie et anthroponomie. Il faut changer le sens des institutions, avec une conception nouvelle de l'articulation, mettant en cause la domination de la rentabilité (régulation économique) et le type de relation individu/intérêt général (régulation politique). Sinon, on finit par conserver le système.

La question, majeure, de la relation des institutions dites « politiques » à « l'économie » est refoulée dans notre société. Elle est vue au mieux comme celle d'un lien entre la politique et l'argent. Plus profondément, l'économie, c'est aussi la grande question des entreprises, à commencer par toutes les aides publiques, mais aussi leurs décisions de production, de recherche, d'embauche, d'investissement (qui renvoient non seulement à la production mais aussi au développement des forces productives sociales, aux humains qui se

transforment eux-mêmes par leur propre activité, transforment aussi profondément leur niche écologique...). Nous avons besoin d'une vision large, marxiste, des institutions : (1) ne pas les réduire aux institutions existantes et désignées comme politiques, (2) voir aussi les institutions économiques, les entreprises, les banques et les banques centrales, les marchés financiers (3) mais ne pas non plus réduire les institutions à l'économie, comme si tout ne se jouait que dans les entreprises. Il s'agit de récuser deux monopoles, celui du pouvoir du capital (actionnaires et patronat) dans l'entreprise et celui du pouvoir d'État sur le dialogue avec les entreprises. Pour cela, il faut (4) oser penser nouveau : pour une gauche révolutionnaire du XXI^e siècle, ne pourrait-on pas dire qu'il s'agit de conquérir le pouvoir dans les institutions publiques pour qu'elles donnent des pouvoirs effectifs d'intervention à celles et ceux qui habitent les territoires et travaillent dans les entreprises, les banques et les administrations ? (5) Se pose aussi la question des niveaux européen et international, dont on voit bien que leurs institutions sont en crise, tout en faisant l'objet de tentatives de reconfiguration. Banques et entreprises sont une question fondamentale de société, pas seulement « économique ». Elles constituent un enjeu institutionnel majeur. Cet enjeu est caché à droite et à l'extrême droite, « neutralisé » comme une question technique et déléguée aux patrons et « experts » d'État. Il est refoulé par une certaine gauche sociale-démocrate ou keynésienne centrée essentiellement sur les dépenses publiques. Il est refoulé, comme enjeu politique, par le courant écologique politique pour qui seul le hors travail compterait, les institutions n'ayant à s'occuper que de répartition pour financer le revenu d'existence.

Ces enjeux sont profondément « dépolitisés » et masqués par le courant libéral social, dans sa version de droite (à la Emmanuel Macron et Elisabeth Borne) : les institutions doivent assurer (a) des prélèvements publics sur les entreprises, par un cadre fiscal adéquat (b) la liberté des entreprises et des salariés, par le droit du travail et le droit des affaires (concurrence, régulation financière, etc.). C'est masquer les inégalités économiques et sociales de moyens, de pouvoirs et d'informations entre travailleurs (ou même chômeurs) et patrons, c'est masquer aussi l'intervention publique massive (État, régions, UE) au service du capital. Cette

conception à la John Rawls pose deux principes : (a) droit égal, liberté de base égale pour tous (b) les positions privilégiées doivent être ouvertes à tous, les inégalités doivent permettre d'améliorer la situation des plus désavantagés : « le politique vous prépare pour la loi de la jungle, débrouillez-vous ensuite » !

Il y a besoin d'un dépassement faisant progresser les libertés d'intervention de tous dans des institutions de tendance autogestionnaire – entreprises ou institutions publiques décentralisées. C'est au cœur de nos propositions : conférences permanentes, nationale et territoriales, emploi-formation, transformation productive, couplées avec des droits nouveaux dans les entreprises ; Fonds national et européen solidaires pour les services publics.

Le gouvernement Borne annonce une « planification écologique » mais sans institution nouvelle ouvrant des pouvoirs d'action sur les entreprises, sans moyens financiers et sans délibération démocratique. Ces enjeux sont au cœur des débats qui traversent la société, et aussi la nouvelle alliance NUPES des forces de gauche, instituée dans l'urgence. Ils ont été au cœur des négociations du PCF sur le programme de la NUPES, où les nationalisations bancaires sont sorties du programme puis revenues mais affadiées, où les nationalisations industrielles et de services sont bien maigres, où les pouvoirs des salariés sont limités, et où les entreprises sont absentes de la planification annoncée, qui est par ailleurs bien étatique, marquée au final par la vision de Jean-Luc Mélenchon et le social-libéralisme d'EELV. L'union est un combat.

Dès les tout débuts de la première présidence Macron, les questions de pouvoirs et d'institutions s'étaient invitées dans l'agenda politique, mais de façon limitée et partielle. Ce fut le RIC (référendum d'initiative citoyenne), puis la convention citoyenne climat, récupération macronienne intégratrice. Cela exprime la poussée contradictoire d'une exigence d'intervention directe, à portée autogestionnaire, et d'une aspiration encore plus délégataire – de sur-délégation disait Paul Boccard – tournée vers un président supposé muni de pouvoirs illimités. Cela exprime aussi le besoin de délibération informée, de « citoyennisation » de l'expertise en lien avec la révolution informationnelle.

Pendant la pandémie, les deux tendances – intervention directe et sur-délégation – se sont renforcées, à la fois dans l'opinion et dans les dispositions politiques prises par le chef de l'État. Un changement de régime politique et économique se cherche. Il recèle une dimension proprement politique, avec une présidentialisation plus poussée que jamais, non seulement contre

le parlement mais aussi contre le gouvernement et le Premier ministre lui-même (ce qui pourrait avoir des conséquences lourdes en cas de cohabitation). Le Conseil de défense sanitaire en a été l'archétype. Mais la transformation institutionnelle n'a pas été moindre du côté économique, avec d'une part les décisions prises presque directement par l'exécutif (à la fois national et européen) concernant la création monétaire de la BCE, son affectation-utilisation dont le parlement est entièrement exclu, et d'autre part le renforcement massif et presque radical des aides publiques aux entreprises, sous pilotage du capital et/ou de ses critères.

S'inspirant de Paul Boccard dans ses *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, on peut insister sur trois directions pour les luttes comme pour la réflexion visant des institutions dépassant la crise actuelle de suraccumulation du capital et de sur-délégation politique de la démocratie représentative :

- au niveau national et infra-national, une mixité radicalement nouvelle entre délégation représentative et autodirection, avec trois principes auto-directionnels : partage de pouvoirs, concertation, rotation des rôles ;

- aux niveaux international, européen et mondial : le besoin d'une créativité de dépassement de l'État, vers des constructions de type « confédération » ;

- l'articulation aux autres moments anthroponomiques que le politique, pour la montée de nouveaux principes de pouvoirs : le travail, le parental, et bien sûr l'informationnel (émancipation, dignité et liberté, universalisme c'est dire, au-delà, l'enjeu d'une nouvelle culture de partage pour toute l'humanité). Derrière la question d'une transformation des gestions d'entreprises pour qu'elles développent la *valeur ajoutée disponible* pour les travailleurs et les populations se pose le problème du « consentement des intéressés, [qui] tend à devenir une nouvelle autorité politique ».

Pourraient se travailler des solidarités nouvelles entre jeunesse, couches moyennes de salariés des services publics, voire cadres ou artisans, et monde ouvrier. Les projets macroniens de réforme des retraites vont chercher à tout prix à l'empêcher. Mais nous pouvons les déjouer !

C'est dire aussi le besoin de dépasser autant la dilution marxiste et communiste dans une gauche au projet vague et à la radicalité sociale-démocrate que la répétition de symboles et slogans du passé (« faire payer les riches »), dans une vision identitaire et une posture de *punchlines*. C'est ce que nous appelons la novation communiste. Notre revue veut y contribuer plus que jamais.

